

Eames, Edwin et Goode, Judith Granich, *Urban Poverty in a Cross-Cultural Context*, The Free Press Collier-MacMillan Publishers, London (Ont.), 1973, 320 p.

André Cloutier

Volume 5, numéro 3, 1974

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700466ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700466ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Cloutier, A. (1974). Compte rendu de [Eames, Edwin et Goode, Judith Granich, *Urban Poverty in a Cross-Cultural Context*, The Free Press Collier-MacMillan Publishers, London (Ont.), 1973, 320 p.] *Études internationales*, 5(3), 561–562. <https://doi.org/10.7202/700466ar>

EAMES, Edwin et GOODE, Judith Granich, *Urban Poverty in a Cross-Cultural Context*, The Free Press Collier-MacMillan Publishers, London (Ont.), 1973, 320p.

Il est imprudent et peut-être même maladroit pour un juriste, de s'aventurer à porter un jugement sur un ouvrage d'une discipline qui lui est complètement étrangère, l'anthropologie. Mais si le droit a la prétention de vouloir se préoccuper de tout ce qui touche l'humain, il doit, au siècle de la technologie, apprendre à puiser le plus largement possible dans les disciplines scientifiques qui l'entourent.

Faire l'étude du phénomène de la pauvreté en milieu urbain dans une perspective historique et comparative, voilà un sujet prometteur. Depuis un peu plus d'une dizaine d'années, chaque discipline des sciences humaines s'est interrogée sur la pauvreté. Une littérature abondante est issue de ces multiples études ; à travers cette masse documentaire, se décèlent deux tendances qui s'affrontent. Les uns disent que les pauvres sont des riches sans argent, maintenus dans un tel état par le système. Les autres prétendent que la pauvreté est la résultante de faiblesses attribuables à l'individu lui-même. Pour l'anthropologie, cette opposition doctrinale se traduit en termes de *structuralisme versus culturalisme*.

L'ouvrage de Eames et Goode cherche à donner un éclairage nouveau, susceptible de résoudre ce conflit, en ayant recours à une perspective historique et comparative de plusieurs communautés. Une telle approche permettra de qualifier avec plus d'objectivité les jugements qui ont été portés par l'une ou l'autre des écoles de pensée. Ainsi après avoir fait une revue historique de l'évolution de la pauvreté en Occident, les auteurs établissent un parallèle avec la situation présente dans les pays en voie de développement. Il s'ensuit une analyse comparative du phénomène de la pauvreté en milieu urbain, qui permet de conclure par une épuration des jugements que l'on porte généralement sur la pauvreté en Amérique.

Au cours de leur voyage, les auteurs avouent se ranger du côté des structuralistes non radicaux ; c'est-à-dire qu'ils croient que la pauvreté pourrait être vaincue par une interven-

tion politique modifiant la structure de distribution des biens et des ressources à l'intérieur du système capitaliste. Cette profession de foi envers les capacités d'adaptation du capitalisme, nous semble, en fait, une position prudente, timide, et même contestable. On a l'impression que Eames et Goode s'avouent structuralistes pour mieux contester le culturalisme. Or cette condamnation est issue d'une analyse qui demeure sommaire et qui repose sur des épreuves peu convaincantes. Donnant au concept de culture un sens traditionnel, les auteurs conclurent que l'existence de valeurs transmises, source du répertoire *behavioral* de la pauvreté, n'a pas été prouvée. Ils admettent l'existence de comportements communs aux pauvres, à travers le monde et l'histoire ; cependant selon les auteurs ces comportements seraient simplement des adaptations similaires de la part de personnes économiquement défavorisées. Pour eux, le seul fait que ces comportements, acceptés par la classe défavorisée, semblent aller à l'encontre des valeurs de la communauté, ne permet pas de conclure qu'ils soient issus de valeurs différentes. Il peut y avoir un écart entre les valeurs communautaires et la perception qu'en ont les pauvres. Or si l'on pouvait identifier cette perception, on pourrait démontrer que les comportements des pauvres, apparemment contraire à ces valeurs, sont en fait des adaptations relatives qui leur demeurent fidèles. Ce raisonnement est peu convaincant, car il interprète le silence de l'anthropologie moderne. On reproche au culturalisme de faire des inférences non prouvées et, du même trait, on commet la même faute à l'appui d'une autre thèse.

Si l'analyse de Eames et Goode ne réussit pas à nous convaincre de leur thèse anticulturaliste, elle a quand même le mérite de permettre une réévaluation systématique des politiques occidentales de sécurité sociale. L'étude historique et comparative des auteurs démontre jusqu'à quel point les croyances populaires traditionnelles continuent d'influencer, en Occident, les politiques de sécurité sociale, bien que la fausseté de telles croyances ait, depuis longtemps, été prouvée par les données anthropologiques. La pauvreté est une résultante du développement économique et technologique ; en conséquence il s'agit d'un phénomène social qui échappe au contrôle de l'individu. La

communauté doit donc assumer ses responsabilités et cesser de taxer l'individu victime. L'importance donnée, dans les programmes occidentaux de sécurité sociale, à ce que les auteurs appellent « l'éthique du travail », doit disparaître. Cette éthique qui consiste en la valorisation du travail comme activité et non en fonction de son produit, est la manifestation politique d'une croyance populaire voulant que le pauvre soit un parasite plus ou moins paresseux. Elle implique une méfiance à l'endroit de l'individu, héritage culturel de l'époque de l'industrialisation en Occident. Alors qu'une véritable lutte contre la pauvreté nécessite une intervention législative au niveau de la redistribution des biens et des ressources, on se contente de mesures de soutien qui cherchent à créer une obligation à travailler. On ignore systématiquement le fait que la plupart des pauvres travaillent déjà. Ainsi les politiques de sécurité sociale demeurent-elles ambivalentes. On parle de lutte contre la pauvreté mais on attaque très peu les causes de celle-ci.

Partant de cette analyse les auteurs suggèrent, avec la timidité propre aux scientifiques prudents, qu'une véritable lutte à la pauvreté requiert : premièrement l'oubli de l'éthique du travail ; deuxièmement, une intervention politique modifiant réellement la distribution des biens et des ressources et, troisièmement, une planification à moyen et à long terme assurant la récupération de ceux qui seront fatalement déplacés par le développement économique et technologique.

Cette œuvre constitue un document important pour tous ceux qui se soucient du problème de la pauvreté. Elle place le débat à son juste niveau, et rappelle à l'ordre tous ceux qui auraient pu oublier les leçons que peuvent nous apprendre l'histoire et l'anthropologie. En soulignant l'importance des mécanismes d'adaptation de l'individu à son environnement physique et social, les auteurs ouvrent une nouvelle perspective d'analyse qui pourrait donner naissance à des politiques sociales reposant sur des données scientifiques plutôt que sur des préjugés culturels.

André CLOUTIER

*Droit,
Université Laval*

BIRNBAUM, Norman, *La crise de la société industrielle* (Traduit de l'américain par Marcel Rogues), (Oxford University Press, 1969), Éd. Anthropos, Paris, 1972, Bibliographie + index, 223p.

Se situant dans la lignée de C. W. Mills, d'Abendroth et de Marcuse et l'un des pionniers de la « jeune » sociologie critique américaine, l'auteur présente dans cet ouvrage de lecture aussi stimulante qu'abordable une série d'essais qui sont le produit de conférences prononcées d'abord au *Trinity College (Trinity)*. Traitant respectivement des classes sociales, du pouvoir et de la culture, les trois exposés développés dans cet ouvrage de philosophie politique manquent peut-être d'originalité, mais ils demeurent captivants dans la mesure où ils s'articulent étroitement autour d'une critique bien conduite et remarquablement ferme de la conception libérale de l'arbitrage des conflits sociaux par « la rationalité technique du système lui-même » (p. 22). L'auteur rejette la thèse de la conquête pacifique et progressive de l'élargissement des bases sociales du pouvoir politique : « L'histoire de la société industrielle, écrit Birnbaum, n'est pas l'histoire des progrès de la liberté... L'extension des libertés, là où elle s'est produite, a été en fait le fruit d'une bataille qui a souvent comporté l'usage ou la menace de la violence. Et si les impératifs du marché ont été tempérés, cela a été dû essentiellement à la pression exercée par la classe ouvrière organisée » (p. 74).

Cependant, les dons d'essayiste de l'auteur et la finesse de l'analyse, s'ils démontrent indubitablement ses qualités de pédagogue et de penseur, ne sauraient pallier la trop grande généralité des données sur lesquelles il s'appuie pour dénoncer à la suite de Hans Heinz Holz la « société de classe voilée ». Ainsi, retracer en quinze pages le développement de l'État dans quatre sociétés industrielles – Allemagne, Grande-Bretagne, France et États-Unis – (pp. 62ss) constitue un exploit digne des meilleurs maîtres, ce ne saurait satisfaire l'esprit de rigueur et le souci de précision des spécialistes contemporains des sciences sociales. Cela ne diminue pas la valeur de l'ouvrage, mais c'est dire qu'il ne saurait se classer dans la catégorie des œuvres clés. De fait, ces essais sont plus